

La course d'Angela Merkel pour aider la Grèce

La chancelière allemande s'est efforcée de convaincre sa majorité de voter le second plan d'aide à Athènes

Berlin
Correspondant

Les médias américains la qualifient régulièrement de « femme la plus puissante au monde ». Les dirigeants français se plaignent au contraire de son manque de réactivité, voire de son indécision. S'il ne permet pas, à lui seul, de résoudre « l'énigme Merkel », son emploi du temps quarante-huit heures avant le vote décisif, jeudi 29 septembre, au Bundestag, du plan d'aide à la Grèce, illustre les contraintes que le système politique impose à la chancelière.

Mardi 27 septembre

Midi Discours à Berlin devant le patronat réuni à l'occasion de la traditionnelle Journée de l'industrie. Invité d'honneur, le premier ministre grec Georges Papandréou a peu auparavant affirmé que son pays remplirait ses obligations à l'égard de la communauté internationale.

Un discours autant destiné aux députés allemands qu'aux dirigeants d'entreprise. Angela Merkel réitère le soutien de l'Allemagne à Athènes et se félicite aussi des efforts de l'Espagne et du Portugal. Elle ne cite pas l'Italie. Silvio Berlusconi va sans doute regretter d'avoir tenu des propos vulgaires à son encontre. Une fois de plus, elle rejette un nouveau plan de relance tel que le préconise Barack Obama.

Preuve de la dramatisation du débat sur la Grèce : les dirigeants syndicaux du pays se sont offert ce matin une page de publicité dans plusieurs journaux pour appeler les députés à soutenir Athènes. Sous le titre : « Oui à l'euro, oui à l'euro », ils écrivent : « Nos mères et nos pères ont reconstruit une Europe pacifiée sur les ruines de la seconde guerre mondiale. Il est de notre responsabilité de préserver l'Europe unie pour nos enfants et petits-enfants. »

12h30 A peine son discours terminé, la chancelière s'engouffre dans sa Mercedes blindée. Direction : l'Académie catholique. Dans cet endroit inhabituel, elle se livre à un exercice qui l'est tout autant : prononcer l'éloge de Philipp Rösler, vice-chancelier et ministre de l'économie. Président du parti libéral (FDP) depuis mai, cet homme de 38 ans vient de faire l'objet d'une première biographie autorisée par son éditeur (catholique) s'agissant d'un plaisir d'organiser cette petite cérémonie. Depuis qu'ils gouvernent ensemble, le FDP ne cesse pourtant de critiquer la CDU d'Angela Merkel. Après avoir exigé (en vain) des baisses d'impôts, ce parti surfe sur la vague eurosceptique. Son président a même aggravé la crise boursière en envisa-



Angela Merkel accueillant le premier ministre grec, George Papandréou, à Berlin, le 27 septembre. TOBIAS SCHWARZ/REUTERS

geant, mi-septembre, une sortie de la Grèce de la zone euro, au grand dam de la chancelière. Mais celle-ci n'a pas le choix. Comme ni le Parti social-démocrate (SPD) ni les Verts n'envisagent pour le moment de gouverner avec la CDU, M^{me} Merkel a absolument besoin que ce parti, qui ne séduit

Fédéralisme oblige, aucun chancelier ne peut mépriser les élus locaux

plus que 2% des électeurs, retrouve un peu de vigueur. Et à quarante-huit heures du vote du Bundestag, flatter le FDP ne peut que l'inciter à rentrer dans le rang. **16 heures** La chancelière, toujours députée et présidente de la CDU, assiste à la réunion de son groupe parlementaire. Un vote indicatif est organisé sur l'aide à la Grèce. Treize députés de la CDU disent vouloir voter contre, jeudi. Le FDP n'a pas organisé un tel sondage, mais ses dirigeants affirment que

les opposants seront très rares. Pour ne pas avoir besoin des voix de l'opposition, jeudi, il faut qu'il y ait moins de dix-neuf députés rebelles au sein de la droite.

20 heures Dîner avec le premier ministre grec. Les deux dirigeants semblent se soutenir mutuellement. « En fait, ce n'est pas ici que ça se joue. L'essentiel pour Papandréou est de convaincre sa population et les marchés », reconnaît un proche de la chancelière.

Mercredi 28 septembre

Matinée Départ pour Karlsruhe (Bade-Wurtemberg). M^{me} Merkel participe à la cérémonie organisée pour les 60 ans de la Cour constitutionnelle. Le président de la République et le président du Bundestag sont également présents, et le conseil des ministres a même été avancé au mardi. Depuis le week-end, les journaux consacrent des pages entières à cette institution, pilier de la démocratie allemande. Si, le 7 septembre, les juges ont fait preuve d'un réel sens politique en acceptant le premier plan d'aide à la Grèce, ils multiplient les déclara-

tions depuis, laissant entendre qu'ils seront très vigilants lors de l'adoption du mécanisme permanent de stabilité qui doit succéder au Fonds européen de stabilité financière.

Soirée Angela Merkel est à Munich pour les 70 ans d'Edmund Stoiber. Ministre-président de Bavière de 1993 à 2007, cet ancien dirigeant de la CSU n'a plus de fonction officielle. Pourtant, le Théâtre du Prince-Régent a été loué pour l'occasion et 850 invités sont attendus. Après l'éloge de Philipp Rösler la veille, M^{me} Merkel prononcera celui d'Edmund Stoiber afin de flatter la CSU, parti frère de la CDU, lui aussi tenté de jouer la carte eurosceptique. Fédéralisme oblige, aucun chancelier ne peut mépriser ces élus locaux, à la tête d'une véritable puissance financière et politique. La Bavière, comme les quinze autres Länder allemands, possède sa propre Constitution. La photo ne doit pas faire illusion : la chancelière soigne d'autant plus les barons de la CDU et de la CSU que la plupart d'entre eux la jugent beaucoup trop centriste et

lui reprochent de les avoir marginalisés au profit de ses fidèles.

Jeudi 29 septembre

9 heures Ouverture de la séance du Bundestag consacrée à l'aide à la Grèce et à l'élargissement des missions du Fonds européen de stabilité financière. M^{me} Merkel devait décider, mercredi, si elle y prenait ou non la parole. L'opposition ayant annoncé qu'elle voterait le projet de loi, celui-ci sera

adopté sans problème. Le suspense réside dans le nombre de frondeurs à droite. S'ils sont, malgré le test de mardi, plus de dix-neuf, Angela Merkel se verra réclamer des élections anticipées par l'opposition. Le cas échéant, elle risque malgré tout de sortir très affaiblie de ce débat sur l'euro, tant les divisions sur ce dossier capital sont apparues patentes au sein de la coalition au pouvoir. ■

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE

L'Eglise italienne veut « purifier l'atmosphère »

On le dit « stupéfait et affligé » par cette nouvelle attaque. Passe encore que les juges multiplient enquêtes et procès à son endroit, que l'agence américaine Standard & Poor's abaisse d'un cran la note de la dette italienne en raison des incertitudes politiques... Mais Silvio Berlusconi ne s'attendait pas à une telle volée de bois vert de la part d'une Eglise qui s'est montrée si souvent indulgente à son égard et à laquelle il s'empresse, dès qu'il le peut, de donner des gages.

Les mots prononcés, lundi 26 septembre, par le président de la conférence épiscopale italienne, Mgr Angelo Bagnasco, raisonnent encore à ses oreilles comme une giflette. Très influent, le prélat a lancé un appel à « purifier l'atmosphère » de l'Italie, vicieuse par des « comportements licencieux et déplacés qui portent préjudice à

la société » et affaiblissent « l'image du pays à l'étranger ». « Chacun est appelé à se comporter de façon responsable et noble ; l'histoire s'en souviendra », a-t-il conclu sans citer une seule fois le nom du président du conseil. Ces propos font écho à ceux du pape Benoît XVI qui, dans un télégramme adressé le 22 septembre au président Giorgio Napolitano, avait exprimé l'espoir d'un « renouveau éthique pour le bien de la chère Italie ».

Les pires sourds ne voulant rien entendre, ministres et députés de la majorité ont cherché à minimiser la portée de cette forme d'excommunication politique. « Ce message s'adresse à tout le monde, minimise Carolina Lusana, vice-présidente des députés de la Ligue du Nord, y compris à l'Eglise entachée par la pédophilie. » « Une charge unilatérale qui

se prête à toutes sortes d'instrumentalisations politiques », dénonce Sandro Bondi, ancien ministre de la culture. « Dieu seul juge nos péchés, la magistrature s'occupe des délits, et les électeurs trancheront sur la politique », pontifie Maurizio Lupi, parlementaire très proche des milieux catholiques. « Berlusconi est un saint putassier, mais un saint », tente de résumer le ministre Gianfranco Rotondi.

Brebis galeuses

Ingérence ? L'Eglise italienne n'en est pas à sa première admonestation depuis la révélation des scandales privés de M. Berlusconi. Toutefois, elle dispose avec ce gouvernement et son chef qu'elle a soutenu d'un allié d'autant plus malléable qu'il est affaibli pour les combats qu'elle mène en faveur de ses « non négoc-

iables [liberté de l'enseignement, respect de la vie de la conception à la mort naturelle, interdiction des manipulations génétiques] ».

Même si l'usage est de ne pas nommer les brebis galeuses, Mgr Bagnasco s'en est tenu à un exercice de haute diplomatie. Aurait-il dû être plus clair ? Pour Giacomo Babin, 82 ans, évêque émérite de Grosseto (Toscane) sans aucun doute. « Je crois que l'homosexualité est très grave et contre nature », a commenté cet habitué des déclarations chocs. S'en prenant au président de région des Pouilles, homosexuel déclaré et catholique pratiquant, il a poursuivi : « De ce point de vue Nichi Vendola est plus grand pêcheur que Silvio Berlusconi. » Amen. ■

PHILIPPE RIDET
(ROME, CORRESPONDANT)

IMAGINEZ L'EXCEPTION

46 appartements d'exception au cœur du 7^{ème} arrondissement de Paris agrémentés de balcons, terrasses et parkings.

IMAGINEZ LE PRESTIGE

Entre le Champ de Mars, la Tour Eiffel et les Invalides.

ESPACE DE VENTE

32, AVENUE DE LA MOTTE-PICQUET / 56, RUE CLER, 75007 PARIS

OUVERT TOUS LES JOURS DE 10H À 19H

Propriétés Parisiennes Sotheby's INTERNATIONAL REALTY 01 45 50 30 30 www.imagine-me-paris7.com